



Libertés et droits fondamentaux

La liberté d'expression



La notion de liberté d'expression

C'est la liberté de communiquer ses opinions, le cas échéant par voie de presse.

Cette liberté est protégée par l'article 11 de la DDHC et l'article 10 de la Conv.EDH. La liberté d'expression recouvre trois libertés :

- La **liberté d'opinion**
- La **liberté de parole**
- La **liberté d'information**.

Trois arrêts consacrent cette liberté :

- L'arrêt CEDH, *Handyside c. RU*, 7 décembre 1976 qui déclare que la liberté d'expression est un des **fondements d'une société démocratique**
- L'arrêt Conseil constitutionnel, décision n° 84-181 DC, 11 octobre 1984 qui la range au rang des **libertés fondamentales**
- L'arrêt Conseil constitutionnel, décision n° 2009-580 DC, 10 juin 2009 qui y rajoute la liberté d'accéder à internet ou tout autres services d'information.

Limites à la liberté d'expression

Comme pour la liberté religieuse, les limites doivent être **prévues par la loi, nécessaires et proportionnées**.

Le juge fera une analyse **in concreto** pour apprécier ces trois critères et certaines professions bénéficient d'une plus grande protection de leur liberté d'expression comme les artistes, les journalistes et les personnalités politiques.

L'abus de liberté d'expression

La *loi du 29 juillet 1881*, qui encadre la liberté d'expression, prévoit plusieurs infractions.

Tout d'abord, **l'injure**. C'est une offense envers une personne.

Ensuite, la **diffamation**. C'est une allégation ou l'imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne ou d'un corps constitué.

Enfin, il y a la **provocation à la haine ou à la violence**.

D'autres infractions comme le **négationnisme**, l'**apologie du terrorisme**, ou le **délit d'outrage public au drapeau tricolore et l'hymne national** sont prévues par d'autres textes.

Cette loi de 1881 instaure un **régime répressif**, c'est-à-dire que la loi s'applique avec des sanctions prévues à l'avance. De plus, cette loi prévoit quelques spécificités :

- Le délai de prescription est plus court qu'en droit civil : **3 mois**, voire 1 an si injure, diffamation, ou provocation à la haine.
- Le **juge ne peut pas déqualifier l'infraction** en cas de mauvaise qualification par le requérant sauf pour le cas de provocation à la haine.
- Il n'est **pas possible de recourir à la comparution immédiate**.